Une condamnation fabriquée de toutes pièces

Par María Josefina Arce.

Comme l'ont constamment dénoncé divers secteurs de la société argentine et la vice-présidente Cristina Fernández elle-même, la sentence prononcée contre elle par le Tribunal oral fédéral 2 était déjà définie à l'avance.

"Chronique d'une mort annoncée", le titre du roman du prix Nobel colombien Gabriel García Márquez, est parfaitement valable pour le procès intenté contre l'ancienne présidente, qui a toujours rejeté et nié les accusations portées contre elle.

Mme. Fernández a été condamnée à six ans de prison et à l'interdiction à vie d'exercer une fonction publique dans l'affaire dite de Vialidad, pour des irrégularités présumées dans l'attribution de 51 travaux dans la province de Santa Cruz entre 2003 et 2015.

Au cours de ces trois ans et demi de procédure, toute une intrigue s'est tissée contre Fernández. En effet, lors d'une apparition télévisée, la vice-présidente a démontré les liens illicites entre les hommes d'affaires, les fonctionnaires, les juges, les procureurs et les politiciens associés à l'ancien président Mauricio Macri.

Elle a également dénoncé le manque de preuves à son encontre, ainsi que les violations commises lors du procès.

Ils me veulent en prison ou morte, a-t-elle déclaré, dénonçant les discours de haine, la tentative d'assassinat du 1er septembre et la persécution judiciaire dont elle fait l'objet.

En août dernier, la secrétaire aux droits de l'homme avait exprimé son inquiétude quant au harcèlement judiciaire contre Fernández, une pratique qui, selon elle, est encouragée contre les dirigeants politiques qui représentent les secteurs populaires, tandis que les secteurs puissants, qui ont permis ou avalisé l'endettement du pays, générant la pauvreté en Argentine, restent impunis.

La sentence a été précédée par le scandale de plusieurs conversations entre le juge d'instruction de l'affaire, Julián Ercolini, et un groupe de juges, de procureurs, de politiciens de l'opposition et d'hommes d'affaires des grands médias qui tentaient de dissimuler l'invitation à un ranch en Patagonie, appartenant à un magnat anglais, ami personnel de Macri.

Par tous les moyens, l'opposition a cherché à écarter la vice-présidente, figure très aimée de la population, de la possibilité qu'elle se porte candidate à l'élection présidentielle de 2023.

Tout au long de ces trois ans et demi, divers secteurs de la société ont rejeté le proces, qui a été entaché dès le départ d'irrégularités et de partialité. Cristina Fernández a reçu un large soutien de la part d'une grande partie des Argentins pour lesquels elle a travaillé pendant ses deux mandats présidentiels.

La réalité est que, comme l'a déclaré la vice-présidente, sa condamnation va également à l'encontre d'un modèle de développement économique et de reconnaissance des droits du peuple.

---

https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/307372-une-condamnation-fabriquee-de-toutes-pieces

Radio Habana Cuba